



## APERÇU GÉNÉRAL

Au courant du mois d'avril 2024, le système de monitoring de protection du HCR et ses partenaires (déployés sur 35 territoires des provinces affectées par les conflits en République Démocratique du Congo) a rapporté environ **5,754** violations/abus des droits humains, dont au moins **287** homicides, **1,222** victimes de coups et blessures, **98** victimes de torture et traitements inhumains, **324** enlèvements/disparitions, **189** travaux forcés, **384** allégations viols et **112** allégations de violations aux droits de l'enfant y compris des allégations 1612. Les violations et abus rapportés en avril 2024 concernent **8,293** victimes, dont **2,986** femmes, **5,146** hommes et **161** enfants.

A part les conflits et violations des droits humains, les catastrophes naturelles, notamment les inondations, ont aggravé la situation humanitaire et de protection. En effet, selon les données du PAM, les inondations ont affecté jusqu'à 1,1 million de personnes et 50 000 hectares de terres cultivables dans toute la RDC. Le littoral du Lac Tanganyika (Sud Kivu, Tanganyika), le Haut Lomami et Tshopo sont les zones les plus affectées.

Sur une note positive :

- Un accord de paix a été signé le 7 avril 2024 à la cité de l'Union Africaine autour du Président de la République, par les autorités coutumières du **Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Kongo central** et une partie de la ville de **Kinshasa**. Ceci donne certes des signaux forts mais un regain de tension persiste dans certaines zones, à l'exemple de la commune rurale de Maluku, les territoires de Popokabaka, Kenge, Kwamouth, Bagata.

- Dans la province d'**Ituri**, il est rapporté la signature, le 19 avril 2024, d'un nouvel acte d'engagement par les groupes armés Zaïre, Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URPDC), Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Front patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) et Mouvement d'auto-défense populaire de l'Ituri (MAPI) lors d'une

assise tenue par le vice premier, ministre de la Défense dans la ville de Bunia pour un dialogue intercommunautaire en vue d'une paix durable dans la province. Toutefois, le mois a été émaillé d'attaques et incursions de la part de ces groupes armés.

Dans le cadre de son retrait progressif de l'Est du pays, la mission de maintien de la paix des Nations Unies (MONUSCO) en RDC a mis fin le mardi 30 avril 2024 à ses opérations dans la province du Sud-Kivu.<sup>1</sup>

Face aux conflits qui sévissent dans l'Est du pays, les Principaux du Comité Permanent Inter-organisations (IASC) ont fait une déclaration commune le 30 avril, à travers laquelle ils ont mis en garde contre l'escalade du conflit qui entraîne des niveaux records de violence sexuelle, de déplacements et de faim dans cette partie du pays. Selon eux, sans une action internationale urgente et une mobilisation de ressources supplémentaires, la situation pourrait pousser la RDC au bord de la catastrophe.<sup>2</sup>

Dans ce contexte caractérisé par une situation de protection très précaire pour les personnes affectées, les acteurs humanitaires essaient d'apporter la réponse dans la limite des financements disponibles et des possibilités d'accès. Ci-dessous, un aperçu de la réponse protection pour le premier trimestre 2024.<sup>3</sup>

### PERSONNES ATTEINTES PAR DOMAINE DE RESPONSABILITE

	PERSONNES CIBLEES	PERSONNES ATTEINTES	% ATTEINT	COUT OPERATIONEL (\$)
Protection de l'enfant	1,86M	236K	12,66%	10M
Violence basée sur le genre	1,18M	228K	19,38%	26M
Lutte antimine	618K	185K	30,02%	910K
Protection générale	2,22M	159K	7,15%	2,3M
Logement, terre et propriété	718K	7K	0,93%	57K

<sup>1</sup> <https://news.un.org/fr/story/2024/05/1145241>

<sup>2</sup> <https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-standing-committee/statement-principals-inter-agency-standing-committee-democratic-republic-congo-crushing-levels>

<sup>3</sup> Pour plus de détails: <https://humanitarianaction.info/plan/1187/ge/7442#page-title>





## RECOMMANDATIONS

- Renforcer les plaidoyers pour des assistances humanitaires en faveur des personnes déplacées (PDI) afin de limiter leurs mouvements vers les zones à haut risques à la recherche de vivres (COHPs, ICN).
- Appuyer les initiatives de paix en cours notamment dans l'Ituri et provinces affectées par la crise Maï-Ndombe) et renforcer les activités de cohabitation pacifique dans les zones affectées par les conflits (*Gouvernement et acteurs humanitaires*).
- Prendre les mesures sécuritaires le plus rapidement possible afin de promouvoir et faire respecter le caractère civil et humanitaire des sites de déplacés conformément aux dispositions de la Convention de Kampala de 2009, en protégeant ces lieux contre l'infiltration des groupes ou éléments armés, en y limitant la circulation des militaires et autres forces de sécurité, en y empêchant la circulation des armes, en organisant des sessions de sensibilisation des acteurs armés sur le caractère civil des sites de déplacés, et en investiguant sur les actes de violation du caractère civil des sites de déplacés (*Autorités provinciales du Nord Kivu*).
- Mener un plaidoyer pour le renforcement de la protection des civils, les mécanismes de suivi de la situation de protection et la consolidation des acquis dans la Province du Sud Kivu, notamment en lien avec le retrait de la MONUSCO (*Cluster Protection*).
- Plaidoyer pour l'approvisionnement en Kits PEP des centres de santé de Rugezi et Mukera qui sont en rupture d'intrants depuis trois mois (*Cluster Protection/Domaine de responsabilité VBG*).

## PROVINCES DE L'ITURI ET DU HAUT UELE (Faradje)

Violations et abus des droits en avril 2024							
Territoires	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)	Total	%
							
Aru	7	18	1	20	0	46	2.79
Djugu	155	266	158	30	3	612	37.09
Faradje	9	34	0	8	0	52	3.15
Irumu	39	205	187	44	4	479	29.03
Mahagi	16	252	54	56	2	380	23.03
Mambasa	28	19	32	0	2	81	4.91
<b>TOTAL</b>	<b>254</b>	<b>794</b>	<b>432</b>	<b>158</b>	<b>11</b>	<b>1.650</b>	<b>100</b>

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection<sup>4</sup> en Ituri

- Avec **1,650 incidents de protection** concernant **2,905 victimes** en avril, l'on constate au cours de ce mois une baisse des violations et abus des droits de l'homme de plus de 8% par rapport au mois de mars (1.803 cas). Cette baisse concerne les territoires de Djugu, Irumu, Mambasa avec le droit à la propriété qui demeure celui qui compte le plus d'incidents notamment à Djugu, Mahagi, Irumu suivi du droit à l'intégrité physique.
- La majorité des abus des droits de l'homme (37%) auraient été perpétrés par des groupes armés CODECO/URPDC suivi des FRPI (environ 10%) et Zaïre (6%). Les FARDC et les PNC auraient commis respectivement 9% et 6% des abus et violations répertoriés en avril 2024.

<sup>4</sup> SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR





## DJUGU

- Les combattants CODECO/URDPC auraient été responsables de 2 attaques simultanées les 6 et 8 avril dans les localités Galayi et Matalala situées dans la Zone de Santé de Mongbwalu.

Au cours de ces attaques, ils auraient été auteurs de 27 homicides de personnes retournées, 5 cas de coups et blessures, 20 enlèvements et plusieurs actes de pillage des vivres et non vivres ainsi que de marchandises dans plusieurs commerces.

- Profitant d'une faible couverture sécuritaire consécutive aux attaques précitées, les combattants de la CODECO/URDPC auraient intensifié la construction et/ou la réhabilitation de leurs camps dans plusieurs localités de ce territoire où des civils étaient soumis aux travaux forcés. Ils auraient aussi renforcé leur effectif dans certaines localités telles que Tgoro, Gokpa et Masikini provoquant de nouveaux déplacements des populations.
- En général, l'accès aux besoins primaires a été difficile notamment pour les populations de Drodoro, Largu, Blukwa, Fataki et Bule constituées majoritairement de déplacés.
- Dans la Zone de Santé de Drodoro, les mouvements des populations vers les champs étaient très limités à cause de la présence des présumés combattants de la CODECO/URDPC qui détruisaient les cultures dans les champs.
- En fin de période, une accalmie relative a été observée ; ce qui a permis un retour timide d'acteurs humanitaires spécifiquement dans la Zone de Santé de Drodoro où il n'y avait pas d'accès depuis les attaques du 16 février 2024. En dépit de cette accalmie, il convient de noter que des cas sporadiques des violations par certains de ces éléments précités continuent à être signalés dans cette zone.

## IRUMU

- De multiples violations des droits humains tels que des homicides, coups et blessures, pillages, extorsions des biens et enlèvements commis par des combattants ADF sur les civils en mouvements pendulaires vers leurs localités d'origine à la recherche des vivres d'une part et d'autre part par des combattants des FPRI ou de la CODECO/URDPC lors des différentes incursions ou embuscades menées dans ce territoire.
- Dans la Zone de Santé de Komanda, des présumés éléments ADF auraient été auteurs de 07 homicides d'un cas des coups et blessures le 13 avril dans la localité de Ndalya. Ils auraient été responsable des homicides de 2 enfants pygmées dans le groupement Bandavilemamba le 19 avril 2024 et auraient également été responsables d'un autre homicide le même jour dans la localité de Matchongani.
- En outre, une incursion des présumés combattants de la CODECO/URDPC dans le village Genyi situé dans la Zone de Santé de Tchomia le 16 avril aurait causé 2 homicides.
- Des cas de violations du caractère civil et militaire ont été rapportés dans la ville de Bunia plus précisément dans le village Tsere où une nouvelle unité de recrues FARDC déployées dans le village depuis le mois de mars serait régulièrement dans le site des PDIs de Tsere.
- Le 18 avril dernier, ces éléments FARDC auraient été responsables des actes de pillage ciblés dans les ménages ayant bénéficié, la veille, d'une assistance en cash dans le cadre du projet solutions durables. Ces éléments auraient également emporté d'autres biens de valeur et certains documents d'identité appartenant aux PDIs.

## MAHAGI

- Les vides sécuritaires dans certaines localités frontalières avec le territoire de Djugu favorisent la libre circulation des combattants de la CODECO/URDPC qui sont auteurs des violations dans le territoire de Mahagi. Cette situation touche particulièrement les localités des groupements Are et Musongwa en Zone de Santé d'Angumu ainsi que toutes les localités du groupement des Ang'hal II en Zone de santé d'Aungba où les hommes armés de la CODECO et Zaïre circulent aussi





librement. En raison de la faible couverture sécuritaire, les éléments armés de la CODECO/URDPC spécifiquement dans les zones de santé de Kambala, Aungba, Rimba et Logo où ils commettraient plusieurs violations à l'encontre des civils.

- Les mouvements pendulaires des déplacés à la recherche des vivres et le retour de ces derniers dans leurs zones d'origines sont très difficiles.

## ARU & FARADJE

- Dans ces deux territoires dans lesquels **98 incidents** de protection ont été enregistrés au mois d'avril, les éléments des FARDC et de la PNC seraient toujours cités comme des principaux présumés auteurs des arrestations et extorsions des biens des civils. Plusieurs barrières sont érigées sur les différents axes conduisant vers les marchés où les usagers sont obligés de déboursier de l'argent à chaque barrière.
- Au cours de la dernière semaine du mois d'avril, les éléments des FARDC et de la PNC seraient également auteurs de détentions illégales, coups et blessures sur des civils aux différents points de contrôle menant vers les centres d'Ariwara, Meri, Bele, PK-18km, d'Ariwara, Vis à Vis et Ayamba où les civils se rendent pour s'approvisionner en besoin de premières nécessités.

## PROVINCE DU NORD KIVU<sup>5</sup>

Territoires	Violations et abus de droits en avril 2024						Total	%
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)			
								
Lubero	35	40	37	5	1	118	9	
Masisi	96	61	87	110	25	379	28	
Nyiragongo	33	35	60	50	2	177	13	
Oïcha	104	137	85	9	8	317	24	
Rutshuru	34	46	103	30	30	268	20	
Goma	18	18	38	16	6	82	6	
<b>TOTAL</b>	<b>302</b>	<b>337</b>	<b>410</b>	<b>220</b>	<b>72</b>	<b>1,341</b>	<b>100</b>	

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection dans le Nord Kivu

- Dans le **Petit Nord Kivu**, la poursuite des affrontements y compris avec l'usage d'armes lourdes entre le M23 et les coalitions des groupes armés ainsi que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les territoires de Masisi et de Rutshuru a augmenté le nombre de victimes civiles. Le non-respect du caractère civil et humanitaire des sites de personnes déplacées a augmenté le nombre d'incidents armés ainsi que des violations et abus à l'encontre des déplacés.
- Dans le **Grand Nord Kivu**, on note l'augmentation des incursions et embuscades de présumés éléments ADF contre les populations locales, notamment des agriculteurs y inclus en ville de Beni, ainsi que la poursuite d'abus lors du recouvrement de taxes illégales.

<sup>5</sup> [Rapports hebdomadaires du Monitoring de Protection Avril 2024 INTERSOS et UNHCR](#)





- Environ **1,341 violations et abus** des droits humains concernant **1,814 victimes** ont été documentés par le monitoring de protection principalement dans les territoires de Masisi, Beni, Rutshuru et Nyiragongo en avril 2024.
- Il apparaît que le droit à l'intégrité physique (coups et blessures, homicides, tortures/traitements inhumains) est celui qui a le plus fait l'objet de violations ou d'atteintes dans la province. A la suite de ce droit, on peut citer le droit à la propriété (extorsions, pillages), puis le droit à la liberté (enlèvements, travaux forcés, arrestation arbitraire) qui sont également les plus enfreints.
- Environ 45% des victimes sont des retournés et 31 % sont des PDIs.

## BENI

- Des attaques sur les quartiers périurbains de la ville de Beni et des embuscades ADF en zone de santé d'Oicha se sont poursuivies et ont entraîné des meurtres de civils.
- Des attaques ADF auraient tué au moins 19 personnes entre le 12 et le 17 avril dans des quartiers périurbains de la ville et dans les champs, privant ainsi de nombreux ménages de la ville d'accéder à leurs champs sur instruction des autorités politico administratives et militaires ; en attendant une accalmie de la situation.
- D'autres incursions ADF ont eu lieu les 27 et 28 avril, respectivement au village Kasopo (groupement Batangi-Mbau) avec 3 hommes retournés tués, et dans le quartier de Linza (commun de Mangina) qui s'est soldée par des homicides, enlèvements et pillages et à l'issue de laquelle 612 ménages de différents quartiers de Mangina se sont déplacés vers des familles d'accueil à Kasithu, Kyanzaba, Kalibo.
- Des attaques semblent cibler les agriculteurs et les populations vulnérables particulièrement dans leurs champs et dans leurs maisons.
- Cette persistance de la violence compromet l'accès humanitaire dans le territoire, notamment dans la zone de santé de Mabalako et aussi dans la périphérie de Beni ville. Le 2 avril 2024, des éléments ADF auront mené une incursion au quartier Mangodomu, dans la commune de Mangina. Au moins 10 civils, dont 2 enfants, auraient été tués par machettes et balles. Une structure sanitaire aurait été pillée et incendiée,

6 motos appartenant au personnel soignant auraient été incendiées et au moins 12 maisons et 7 boutiques auraient été pillées.

Le trafic sur l'axe Makeke (Ituri) - Beni/ville via Mangina a été suspendu. Les activités socio-économiques, humanitaires et sanitaires dans la zone ont également été arrêtées. Environ 998 ménages de retournés et PDIs se sont déplacés vers Kyatsaba, Bingo, Nogera et les quartiers de l'ouest de la ville de Beni.

## LUBERO

- Des cas d'enlèvements, d'extorsions des biens, et de coups et blessures perpétrés par des éléments d'un groupe armé pour retard de paiement des taxes illégales ont été signalées. La plupart des victimes seraient des PDIs.
- A titre d'illustration, le 30 avril, 7 hommes auraient été enlevés au village Bingi, au groupement Musindi par des éléments armés lors de recouvrement d'une taxe illégale. Ces personnes sont restées en captivité et les éléments armés réclament une rançon de 100,000 CF par personne pour leur libération.
- Des cas VBG ont également été rapportés dans les zones sous contrôle des groupes armés, particulièrement dans la zone de Musindi.

## MASISI

- Des affrontements se poursuivent dans les environs de Sake et Bweremana.
- L'uniformisation des prix des produits agricoles dans les zones de Masisi et Rutshuru est imposé par un groupe armé avec des représailles graves en cas de non-respect des prix.
- Les tirs d'artillerie des collines surplombant Sake et Shasha ont entraîné l'explosion d'au moins 20 obus dans les zones habitées de Sake, Mubambiro et les environs de Goma dans la première partie du mois ; l'utilisation d'armes lourdes a entraîné des victimes civiles et des destructions dans les zones habitées de Sake, Mubambiro et les environs de Goma.





A titre d'exemple, entre le 12 et le 18 avril, au moins 8 projectiles d'artillerie en provenance des zones de combats seraient tombés à Sake et à Mubambiro causant au moins 7 homicides ainsi que la destruction de 12 habitations. Entre le 5 et le 18 avril, on dénombre ainsi environ 28 projectiles.

- Au centre de Masisi, des groupes armés continuent de violer le caractère civil et humanitaire des sites de PDIs. Entre 26 et 29 avril, au moins 13 incursions des éléments armés APCLS et Nyatura Abazungu ont été enregistrées dans les sites Mater Dei, Kalinga et Bihito. Lors de ces incursions, 11 hommes PDIs auraient été enlevés et 7 autres blessés. Les victimes des enlèvements auraient été libérées après paiement d'une rançon.
- Au centre de Masisi, la persistance des affrontements empêche l'accès humanitaire dans cette zone qui héberge plusieurs déplacés présentant des besoins urgents en vivres, AME et abris. L'absence d'assistance dans la zone incite des PDIs au retour dans des conditions de sécurité et dignité non remplies.

Il a été noté la suspension d'activités de plusieurs organisations en raison de l'insécurité. Avant leur déplacement, plusieurs partenaires avaient assisté ces déplacés, notamment en vivres, soins de santé, eau, hygiène, assainissement et protection mais la situation des personnes déplacées demeure difficile.

En effet, entre le 12 et 18 avril, environ 1 168 ménages seraient retournés dans leurs villages d'origine où la situation sécuritaire demeure fragile avec un risque élevé de nouveaux affrontements.

- La moitié des cas VBG enregistrés dans la province au cours de la période sous revue sont dans ce territoire, et se produisent essentiellement dans les zones d'accueil et lors des mouvements pendulaires. C'est ainsi le cas de Kashenda et Rufuta au groupement Mupfunyi Shanga et dans le groupement Bapfuna où au moins 9 femmes auraient rapporté des cas de viol par des acteurs armés le 1<sup>er</sup> et 2 avril.

### RUTSHURU

- Dans les zones en conflit, des civils continuent d'être assimilés aux combattants des groupes armés et subissent des représailles. Des personnes retournées et des civils qui font des mouvements vers le Parc

National des Virunga pour la recherche des ressources sont particulièrement vulnérables, car elles seraient assimilées aux combattants de groupes rivaux. Au moins 7 retournés auraient été tués par des éléments d'un groupe armé en groupement Rugari, le 10 avril.

- Dans le groupement Mutanda, une taxe illégale instaurée par un groupe armé en vue d'appuyer des éléments d'autodéfense installés dans les zones sous contrôle serait à la base de nombreux abus des droits humains. A titre illustratif, 8 cas d'enlèvement de PDIs pour retard de paiement ont été rapportés le 13 avril 2024.d'

Le 14 avril, des représailles contre des présumés éléments d'un groupe armé « adverse » auraient entraîné plusieurs cas de VBG, le pillage systématique des ménages dont le nombre serait estimé à environ 63 ainsi que d'une dizaine de commerces.

Le 15 avril, des éléments armés auraient fait une incursion à l'hôpital général de Kibirizi à la recherche des éléments blessés d'un groupe rival. L'incident aurait entraîné le déplacement d'environ 189 ménages retournés vers des familles d'accueil dans les villages Kirima et la cité de Kanyabayonga.

- Des affrontements armés entre 2 groupes armés rivaux auraient occasionné 3 homicides, 2 cas de coups et blessures et 21 enlèvements dans le groupement Mutanda le 15 avril ainsi que 2 homicides le même jour dans les villages Kitereko et Mutakato.
- Le 26 et 27 avril, on note des affrontements entre le M23, d'autres groupes armés et des FARDC à Kibirizi et Kyasenda (groupement Mutanda). Lors de l'utilisation des armes lourdes, au moins 3 civils auraient été tués par des obus à Kibirizi. 2 salles de classe de l'école primaire de Lutehe auraient été détruites.

### NYIRAGONGO et GOMA

- La prolifération des acteurs armés dans les zones de Sake, Goma et Nyiragongo continue d'être un risque majeur pour la protection des PDIs et des communautés hôtes, occasionnant la perpétration de nombreux abus des droits humains.

De nombreux cas d'homicides ont été rapportés, la plupart auraient été commis dans le contexte de résistances aux extorsions, de règlements





de compte ou d'enlèvements. On note également des violations VBG perpétrées lors des mouvements des PDI entre les zones d'accueil et Sake ou le Parc National des Virunga pour la recherche de ressources et bois de chauffage.

Plusieurs actes de criminalité et d'enlèvements de civils, y compris d'enfants, sont attribués à des membres de groupes armés qui seraient aperçus circulant librement dans la ville, notamment dans les quartiers populaires de Keshero, Ndosho, Mugunga et Majengo, au nord-est de la ville de Goma.

A Nyiragongo, le 11 avril, en groupement Kibati, pour des raisons inconnues, 2 civils dont un PDI auraient été décapités dans le champ aux environs du village Buhama par des hommes armés non encore identifiés.

- On note également la poursuite de violations du caractère civil et humanitaire des sites.  
Les 2 et 3 avril, respectivement dans les sites de Mudja et Rusayo 1, des échanges des tirs ont eu lieu entre acteurs armés à proximité des sites des PDI tuant 1 personne (Rusayo 1) et en blessant deux à Mudja et Rusayo 1. En fin de période, le 26 avril, un homme déplacé aurait été tué dans le site Kishishe par des hommes armés. Le 30 avril, un homme PDI aurait été enlevé dans son abris par des hommes dans un site (Modere), dans le village Kaguri, au groupement Kibati.

## PROVINCE DU SUD KIVU

Violations et abus des droits_Avril 2024								
Territoires	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à la vie et l'intégrité physique	Conflits fonciers	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)	Total	%
 Fizi	15	29	35	0	18	2	99	21.47
Kalehe	36	79	60	0	16	27	218	47.29
Uvira	36	36	41	1	30	0	144	31.24
<b>TOTAL</b>	<b>87</b>	<b>144</b>	<b>136</b>	<b>1</b>	<b>64</b>	<b>29</b>	<b>461</b>	<b>100</b>

L'évaluation sectorielle<sup>6</sup> faite par les partenaires TPO, APD en collaboration avec le cluster protection dans les zones de santé de Kalehe et Minova met en évidence qu'il a été enregistré des cas d'arrestations arbitraires et détentions illégales de certains PDI, des recrutements d'enfants par certaines factions armées dites Wazalendo, des cas présumés de viol des femmes et filles, coups et blessures, meurtres, enlèvements sur le chemin de retour (en provenance de Masisi), de vols et extorsions.

Les territoires d'Uvira et de Fizi ainsi que les villes d'Uvira et Baraka ont été confrontés à des inondations consécutives à la montée des eaux du lac Tanganyika, les pluies torrentielles et les crues des rivières telles que Kalimabenge. L'ONG Vision d'Espoir et Développement Intégré des Personnes (VEDIP) a effectué une mission d'évaluation du 21 au 27 avril dans le but de présenter aux différents acteurs une situation documentée des sinistres causés par les eaux du lac Tanganyika et estimer les besoins humanitaires dans les zones affectées.<sup>7</sup> Ces inondations ont eu des conséquences graves sur le plan humanitaire (destructions de maisons, écoles, centres de santé, institutions d'enseignement supérieur et universitaire) et ont entraîné des déplacements de personnes.

<sup>6</sup> [Rapport d'évaluation sectorielle Protection, Logement Terre et Propriété et Education/ Zones de santé Kalehe et Minova, Territoire de Kalehe au Sud-Kivu Avril 2024 TPO, APC, Cluster Protection](#)

<sup>7</sup> [Rapport de la mission d'évaluation des inondations dans les zones inondées d'Uvira, Baraka et Fizi en province du Sud-Kivu du 20 au 27 avril 2024 par VEDIP](#)





## KALEHE

- La situation de protection dans le territoire de Kalehe a été marquée par la sur **militarisation de la zone**, des mouvements incontrôlés d'hommes armés ainsi que la **proximité des sites de PDIs par rapport aux zones de combat**, favorisant ainsi la perpétration des abus et violations des droits humains.

A titre d'illustration, le 11 et le 13 avril, 08 cas de VBG allégués (toutes des PDIs) aux présumés éléments d'une milice armée ont été documentés dans la zone frontalière avec le territoire de Masisi.

En outre, le 15 avril 2024, des bombes en provenance des zones de combat auraient causé un cas de blessures graves et plusieurs champs endommagés à Katiyaze.

- Dans les groupements de Mubugu, Ziralo et Kalonge, un acteur armé serait en train de mener une campagne pour le recrutement des combattants y compris des enfants depuis quelques semaines. Ceux-ci auraient recruté 3 enfants dans le village de Ramba le 16 avril. Plusieurs enfants de ces zones courent un grand risque d'enrôlement.
- Les sources locales ont également rapporté **l'attaque du centre collectif** des PDIs de Budondo (groupement Buzi) le 18 avril avec pour but de forcer le comité des PDIs à enregistrer certains de ces hommes armés et leurs dépendants sur des listes de bénéficiaires d'une assistance humanitaire en cours de distribution.
- Après le retrait de la MONUSCO des zones de santé de Bunyakiri et Kalonge le 18 avril 2024, les populations sont préoccupées par la montée de la violence dans la zone au vu de la sensibilité sécuritaire marquée par des attaques et affrontements entre groupes armés locaux (Mai Mai, Nyatura, Raiya Mutomboki). La base est certes désormais sous le contrôle des FARDC mais ceux-ci sont en nombre insuffisant, et des attaques de groupes armés sont à craindre pour prendre non seulement la possession de la base mais aussi des biens matériels laissés par l'institution onusienne.

Pour rappel, plusieurs attaques ont été mises à la charge des groupes armés dans des villages proches de ladite base, portant atteinte au droit à la liberté, au droit à la propriété et au droit à l'intégrité physique. Ces

incidents ont de l'incidence sur la mobilité des civils en particulier les femmes vers les champs, marchés et autres espaces vitaux. Ils auraient aussi un impact sur la cohésion sociale des communautés locales y compris les peuples autochtones, longtemps déchirés par le conflit identitaire mais aussi foncier (accès à la terre).

## FIZI

- Les localités de Lubomo, Mwayenga, Kivundji situés dans le groupement de Babwari seraient sous le contrôle effectif de groupes armés, causant des abus des droits humains.

En effet, le 13 avril 2024, des affrontements entre deux groupes armés dans le village Lubomo auraient occasionné 3 cas de blessures graves et entraîné le déplacement de 97 ménages vers la brousse.

- Depuis plus de deux mois, la présence permanente d'éléments de deux groupes armés dans plusieurs villages des Moyens Plateaux de Fizi, dans le groupement de Basimukuma-Sud a été signalée ; ils seraient intéressés par des sites miniers et seraient auteurs de divers abus aux droits humains (viols, extorsions et pillages des biens, travaux forcés enlèvements) commis sur des populations civiles. Il n'y aurait aucune présence des forces de l'ordre et de défense dans cette zone.
- Il est à noter **l'absence de prise en charge médicale** pour des victimes de viol, au sein de la structure médicale de Rugezi depuis trois mois. A titre d'exemple, le 27 avril, deux femmes PDIs retournées ont été violées dans leurs champs à Rugezi, par certains éléments d'un groupe armés. Elles auraient été orientées vers une structure médicale de Rugezi pour des soins où malheureusement elles n'ont pas été reçues à la suite de la rupture d'intrants. Référées au centre de santé de Fizi-centre, elles ne s'y sont pas rendues faute de moyen de transport.

## UVIRA

- On note de nouvelles alliances entre groupes armés locaux et étrangers (Gumino, Twigwaneho, Red Tabara, Zabampema d'une part et les FDLR et Mai Mai Rushaba) à Kahololo et Kitoga. Ces alliances impactent la mobilité des populations civiles vers les marchés et les autres espaces vitaux. La crainte des affrontements entre ces groupes pèse également dans la zone avec des probables tensions entre communautés locales apparentées à ces groupes.





- Des hommes en arme sont auteurs de plusieurs cas d'abus sexuels et enlèvements dans les entités de Moyens Plateaux d'Uvira. Ils ciblent spécifiquement des espaces tels que les points d'eau, les champs, les pâturages et les forêts ou ils sont auteurs des plusieurs cas d'abus sexuels et enlèvements<sup>8</sup>.

Consécutivement à une attaque perpétrée par des présumés (Mai Mai Buhirwa) à Nakaguru le 19 avril 2024, cinq femmes auraient été abusées sexuellement. Celles-ci auraient été attaquées pendant qu'elles retournaient du marché de Nyamutiri. Ces mêmes miliciens auraient aussi abusé de trois autres femmes le 21 avril 2024 dans la forêt de Lubarika. Toutes les survivantes auraient accédé aux soins dans le délai requis de 72 heures.

## PROVINCE DU TANGANYIKA

Violations et abus de droits humains en avril 2024						
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total
 KALEMIE	193	167	77	6	4	447
NYUNZU	21	65	64	48	14	213
<b>TOTAL</b>	<b>214</b>	<b>232</b>	<b>141</b>	<b>54</b>	<b>19</b>	<b>660</b>

Dans la province du **Tanganyika**, le mois d'avril 2024 a été marqué par l'activisme des miliciens Maï-Maï qui opèrent dans la zone de Tanganyika, Kalemie et Nyunzu. Des déplacements de populations dans le territoire de Nyunzu en provenance de Kalemie depuis l'aire de santé de Kyoko, Zone de Santé de Yemba ont été signalés et des atteintes des droits à la population civile ont été rapportées sur diverses zones dans les deux territoires Nyunzu

<sup>8</sup> Flash information N°012/UV-Fizi/SK/2024 : Viols des femmes dans un village du groupement Kakamba Territoire d'Uvira Période : Le 29 avril 2024 UNHCR et INTERSOS

et Kalemie. De plus, il a été décrié des actes de maltraitance de la part des militaires envers la population civile qui circule dans certains axes de la province sur lesquels les unités de FARDC sont stationnées.

- 660** violations et abus de droits humains ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection en avril, soit 334 violations en plus par rapport au mois de mars 2024 avec 326 violations et abus. Comme au cours des mois précédant, il apparaît que le droit à la propriété (taxes illégales, extorsions, pillages) est celui qui a le plus fait l'objet de violations ou d'atteintes dans la province. A la suite de ce droit, on peut citer le droit à la liberté (limitation ou restriction de mouvement, travaux forcés, arrestation arbitraire) qui sont eux-aussi les plus enfreints et le droit à l'intégrité physique (coups et blessures, tortures/traitements inhumains).
- Environ **83% des victimes sont les PDIs retournés** et plus de 13% sont des PDIs.
- En outre, l'environnement de la province du Tanganyika est toujours affecté par la crue des eaux du lac Tanganyika et de son affluent la rivière Lukuga. Cette situation continue d'occasionner des inondations à divers endroits de la ville de Kalemie et dans les territoires de Moba et de Kabalo. Les inondations notamment d'écoles, maisons, églises, boutiques et routes principales ont affecté l'accès aux droits socio-économiques et culturels des populations.

### KALEMIE

- Plusieurs incursions et embuscades perpétrées par des éléments Maï-Maï Apa na pale ainsi que des groupes de milices de diverses factions ont été notées avec des actes de pillages de biens, extorsions, coups et blessure, travaux forcés, viols...

A titre d'exemple, les 10, 24 et 26 avril 2024, trois incursions ont été commises dans les villages Kabuluku et Lubamba qui sont à cheval dans l'aire de santé de Kyoko, Zone de Santé de Nyemba, par les éléments Maï-Maï Apa na pale de la faction BILOLE BILOLE. Ces derniers ayant pour but d'élargir leur cohorte, ils font des irruptions dans ces deux villages de la communauté Twa afin de recruter de force les hommes. A





la suite du refus de ceux-ci, les miliciens viennent en représailles, piller, tabasser et blesser ceux qu'ils trouvent à leurs passages.

- En outre, durant trois nuits successives du 14 au 16 avril 2024, au village Kibamba, au siège de Sangomutosha, Zone de Santé de Nyemba, Groupement Mugonda, Chefferie Tumbwe où le groupe des milices des factions Mazambi, Mayaya Et Kamwanga, ont pillé des biens de valeur des populations, équipés d'armes blanches telles que des machettes et des flèches.
- En date du 20 avril 2024 dans le groupement Mugonda, Chefferie Tumbwe à 25 km de l'aire de santé de Lukombe et 35 km de l'aire de santé de Kyoko sur l'axe Kyoko – Kalemie. Chemin faisant, 6 motards en provenance de Kongolo sont tombés dans une embuscade tendue par un groupe armé de la faction Mazambi, ils portaient tous chacun d'eux 10 bidons d'huile de palme. Ils ont été amenés vers une destination inconnue en brousse jusqu'à 18 heures, où leurs biens de valeurs (téléphones portables, 600, 000 FC) ont été extorqués.
- Par ailleurs, dans la localité de Kambu, dans la chefferie Tumbwe, groupement Fatuma, territoire de Kalemie, zone de santé de Nyemba, aire de santé de Fatuma, la population attire l'attention sur le comportement des éléments FARDC qui menacent la quiétude de la population de ce village ; ces hommes en uniforme usent de leur pouvoir pour exploiter la population civile à travers des travaux forcés, taxes illégales, extorsions de biens, les arrestations arbitraires et détentions illégales.

A titre illustratif le 20 avril 2024, alors qu'un homme se dirigeait vers son champ, il a été intimidé et forcé à faire des travaux au camp de FARDC. Ce comportement pousse certains jeunes à retourner dans la brousse, fuyant ces traitements inhumains qui leurs sont infligés par la FARDC dans cette localité.

### NYUNZU

- L'environnement de protection a été marqué par les tracasseries au niveau des barrières érigées par les forces de l'ordre (FARDC et PNC) et autres services de l'état qui ont été identifiés comme présumés auteurs de plusieurs violations des droits humains dont les taxes illégales, arrestations arbitraires, extorsion des biens, travaux forcés sur des populations civiles.

A titre d'exemple, le 02 avril 2024, dans le territoire de Nyunzu zone de santé de même nom, axe de santé de Nyunzu-luizi, groupement Bayolo village kilolo, une PDI retourné âgé de 31 ans a été contrainte de payer une taxe à 3 agents de la police de la circulation routière au niveau de la barrière érigée par les mêmes agents au village kilolo à 4 km de Nyunzu Nyunzu-Centre.

- Il a été signalé aussi quelques cas de conflits des limites et l'activisme des miliciens Maï-maï de la faction Bilole Bilole et Obedi Pharaon dans certains axes qui commettraient des violations dont le viol et abus sexuels. Il sied de noter que d'autres cas des VBG ont été commis par les civils.

A titre d'illustration, le 2 avril, une fille PDI âgée de 19 ans a été prise de force et abusée sexuellement sur la route par les milices twa de la fraction Bilole bilole pendant que celle-ci se rendait au champ dans le village Embe saba, aire de santé de Kisengo, groupement

Dans le village Kisengo, aire de santé de Kisengo, groupement bakalanga 2, chefferie Nord-Lukuga, zone de santé de Nyunzu sur l'axe Kisengo-centre le 23 avril 2024 une femme veuve chef de ménage PDI retournée âgée de 53 ans a été prise de force et abusée sexuellement dans la forêt par les milices twa de la fraction Bilole bilole au moment où elle allait chercher des vivres.

En date du 26 avril 2024, dans le village Kankwala, aire de santé de Kankwala, groupement Bakalanga 2, chefferie Nord-Lukuga, zone de santé de Nyunzu une femme mariée PDI retournée âgée de 40 ans a été prise de force et abusée sexuellement par 3 miliciens twa de la fraction Obedi Pharaon sur la route.





## MANONO

- Des acteurs ont rapporté que le 18 avril 2024, deux hommes en motocyclette ont été victimes de mauvais traitements attribuables à des militaires, au niveau du village Kabunda, à 130 Km à l'est de Manono centre, au niveau de la barrière en provenance de la cité de Manono. Des militaires se trouvant à une barrière en provenance de la cité de Manono leur ont exigé le paiement de 5,000 FC chacun, alors que le prix habituel est de 1,000 FC. L'un d'eux s'étant opposé à ce prix, a été frappé.

Ils ont ensuite été interdits de passage et bloqués jusqu'en fin d'après-midi après le paiement de 1,500 FC chacun et l'expropriation d'un bidon d'huile et farine de maïs. Pendant cette privation de liberté, ils ont été obligés de puiser de l'eau pour les militaires et ont été assignés à d'autres travaux.

- Par ailleurs, le 28 avril, il y a eu le signalement quelques cas d'atteinte au droit à la liberté et à la sécurité de la personne suivie d'atteintes au droit à la propriété, attribuées à un groupe de présumés combattants Twa, armés d'armes blanches et d'un fusil, au village Malala, à 30 km de la ville de Manono.

## KASAÏ, KASAÏ ORIENTAL ET KASAÏ CENTRAL

Tendances des violations et abus des droits en avril 2024							
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total	%
 Kasai	87	189	247	214	17	754	52.29
Kasai oriental	24	113	118	13	9	277	19.21
Kasai central	40	133	99	110	29	411	28.50
<b>TOTAL</b>	<b>151</b>	<b>435</b>	<b>464</b>	<b>337</b>	<b>55</b>	<b>1,442</b>	<b>100</b>

Dans les trois provinces **Kasai**, il a été noté un regain des actes de criminalité notamment à Tshikapa, des tensions intercommunautaires ainsi que la poursuite des expulsions par l'Angola de Congolais dits en situation irrégulière.

Environ **1,442 violations et abus** de droits humains perpétrés, dont plus de 52% dans le Kasai, 28.50% dans le Kasai Central et 19% dans le Kasai Oriental ; soit une augmentation des violations d'environ 33% dans les provinces par rapport au mois de mars 2024 où il y avait **1,285** violations dans les trois Kasai.

### KASAI<sup>9</sup>

- Plus de 52% des incidents de protection ont été enregistrés en avril 2024 dans le Kasai, avec une majorité de violations du droit à l'intégrité physique (coups et blessures), des cas de VBG (viols, agressions physiques, mariages forcés, agressions sexuelles) et violations du droit à la propriété, imposition de taxes illégales, extorsion de biens).

<sup>9</sup> [Rapport mensuel de monitoring de protection Kasai mois d'avril 2024 UNHCR et Kadima Foundation](#)





- Dans le Kasai, il y a eu la recrudescence de la criminalité dans la ville de Tshikapa et ses environs.

L'on enregistre des cas de cambriolage, de viols de femmes et filles, notamment dans la commune de Kanzala.

- D'autres violations sont celles liées aux tensions intercommunautaires avec affrontements violents. En effet, dans le territoire de Mweka, le rebondissement du conflit qui oppose deux communautés à Bakwa Nkenge dans la zone de santé de Kakenge a une fois de plus perturbé la quiétude de la population le 23 avril 2024. Plusieurs maisons ont été incendiées et un déplacement massif de la population a été observé. Malgré un renforcement de la présence militaire dans la zone, les tensions demeurent perceptibles entre les parties au conflit.
- **Kamako** : Les statistiques obtenues auprès de la DGM à Kamako pour le compte du mois d'avril font état de 1315 expulsés dont 47 femmes/filles.

## KASAI CENTRAL<sup>10</sup>

- **411 violations de droits de l'homme** ont été collectées et documentées par les moniteurs de protection dont 98 à Dimbelenge, 88 à Kananga, 70 à Luiza, 61 à Dibaya et 54 à Kazumba. Les différents types de violations enregistrées sont respectivement les violations du droit à la propriété, les violences basées sur le genre et des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique.
- Une nette augmentation des incidents a été enregistrée dans la province en raison non seulement du déploiement des moniteurs dans les différents territoires mais aussi des conflits ayant secoué des territoires pendant ce mois.
- Au titre des auteurs présumés, les populations civiles viennent en première position avec 71% des incidents de protection, les agents de la police nationale viennent en deuxième position avec 17%, puis viennent les éléments FARDC avec 9,4% des incidents.
- La province du Kasai central a connu l'éclatement d'un conflit foncier entre deux groupements voisins dans le territoire de Dimbelenge.

En effet, le 18 avril, un affrontement a eu lieu entre les Bambembele (Bena Kasasa) et les Basonga concernant des limites de terres et des champs. L'on signale plusieurs morts et blessés parmi lesquels certains ont été conduits au centre de santé. Plus de 1,400 déplacés (670 femmes, 528 hommes et 241 enfants d'âges scolaires) se sont dirigés vers certains villages du Kasai Oriental et du Kasai Central.

- En outre, dans le groupement de Bena Milombe, secteur de Lusonge, dans le territoire de Demba, un affrontement a également eu lieu entre les Lulua et les Bakuba. L'on a enregistré l'incendie de plus de 3 maisons et plus de quatre blessés. A l'origine de l'affrontement il y a l'intronisation du chef coutumier Bakuba aux alentours du groupement de Bena Milombe, tout en scandant des propos discourtois qui ont suscité la réplique de l'autre partie ; situation qui a conduit à un affrontement entre les deux camps.

## KASAI ORIENTAL<sup>11</sup>

- Dans la province du Kasai Oriental, **277 abus et violations** de droits de l'homme principalement à Mbuji-Mayi (245 incidents de protection) et quelques cas à Tshilenge (21 incidents de protection) ainsi qu'à Kabeya Kamuanga (11 incidents de protection).
- L'augmentation constatée par rapport au mois de mars (197 cas) fait suite non seulement au contexte global de la ville de Mbuji-Mayi mais aussi au renforcement de capacités des moniteurs de protection qui ont également été dotés avec de nouveaux matériels de collecte de données.
- Les territoires de Kabeya Kamuanga et Tshilenge ont connu des tensions intercommunautaires pouvant aboutir à des affrontements à Mulowayi (Kabeya Kamuanga) et un important sentiment de rejet envers les personnes déplacées internes à Nkuadi (Tshilenge).

<sup>10</sup> [Rapport mensuel de monitoring de protection Kasai central mois d'avril 2024 UNHCR et Vibosa](#)

<sup>11</sup> [Rapport mensuel de monitoring de protection Kasai oriental mois d'avril 2024 UNHCR et Vibosa](#)





## PROVINCES DU KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE<sup>12</sup>

Violations et abus de droits humains en avril 2024						
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total
<b>Province KWANGO</b>						
<b>Kenge</b>	8	11	5	6	3	<b>33</b>
<b>Popokabaka</b>	1	9	0	1	0	<b>11</b>
<b>Province KWILU</b>						
<b>Bandundu</b>	15	19	10	0	0	<b>44</b>
<b>Bagata</b>	12	17	3	11	0	<b>43</b>
<b>Province MAÏ NDOMBE</b>						
<b>Kwamouth</b>	1	28	24	9	2	<b>64</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>84</b>	<b>42</b>	<b>27</b>	<b>5</b>	<b>195</b>

- **195** abus et violations des droits humains ont été rapportés en avril. Les violations du droit à la propriété représentent 43% des cas documentés. Il s'agit essentiellement d'extorsions de biens et des taxes illégales principalement alléguées aux hommes en uniformes, à savoir les PNC (36%) et les FARDC (27%).
- Les victimes des violations et abus rapportés sont en majorité des résidents (communauté hôte), puis les PDIs et les retournés.

### KENGE et POPOKABAKA (province KWANGO)

- Les acteurs locaux s'inquiètent quant à la présence des filles-mères dans les villages Kinzuanga, Kabuba, Tshakalambewa, Kimuadi, Bukalonzo mission et secteur, ainsi que la cité de pont Kwango dans le secteur de

Bukanga lonzo. La plupart de ces mineures sont enceintes et/ou ont des enfants.

- Dans la province de Kwango, territoire de Popokabaka, groupement Malambu Kabobila ; en date du 06 au 07 avril 2024 plus de 80 assaillants Mobondo ont fait incursion dans le village Kaloka et Mukila Ndondo. Ces derniers ont pillé systématiquement des bêtes domestiques, incendié plusieurs maisons, et une dizaine de villageois auraient été enlevés et emmenés vers des destinations inconnues. Les recherches continuent par les membres de leurs familles, mais en vain.
- Après ces récentes incursions, la population de la province du Kwango exprime son inquiétude, car elle dit ne pas comprendre pourquoi il y aurait eu ces attaques le jour de la signature de l'accords de paix par les chefs coutumiers de 2 tribus belligérantes, notamment les Tekes et les Yakas sous la supervision du président de la République démocratique du Congo.
- Le 17 avril 2024, sur la route qui mène de Parc Agroforestier de Bukangalonzo vers les fermes agricoles Lamona et Lambo, dans le territoire de Kenge, les commerçants qui s'y dirigeaient pour acheter les braises ont été surpris par les miliciens Mobondo. Les ravisseurs leur auraient extorqué des sommes importantes d'argent. Certains d'entre eux qui semblaient leur opposer la résistance auraient été copieusement molestés.
- Plusieurs cas de braquage et tracasseries perpétrés par les miliciens Mobondo ont été signalés dans différents axes et localités dans les territoires de Popokabaka et Kenge. Tel est le cas d'un résident braqué par les assaillants Mobondo le 31 mars et le 02 avril 2024 sur le l'axe Kenge - Popokabaka Cité. Le même scénario se serait déroulé sur le tronçon Bukangalonzo Mission - Kimuadi le 03 avril 2024. Les voyageurs à bord d'un camion transportant quelques acheteurs de braise et autres produits agricoles ont été braqués vers le village Kimuadi. Ils ont été

<sup>12</sup> [Rapport mensuel de monitoring de protection Bandundu mois d'avril 2024 UNHCR et Kadima Foundation et Rapport de veille humanitaire Crise Maï-Ndombe - Avril 2024](#)





dépouillés de tous leurs biens de valeur, notamment l'argent et les téléphones portables.

- Au village Mukwele, situé à plus ou moins 15km de la cité de Masiambio, un militaire a tiré à bout portant sur un déplacé qui gardait un véhicule en panne le 22 avril 2024. La victime a succombé à ses blessures et ce militaire aurait pris fuite vers une destination inconnue.
- Plusieurs cas de braquage et de tracasseries perpétrés par les miliciens Mobondo ont été signalés dans différents axes et localités dans les territoires de Popokabaka et Kenge.
- Le 17 avril 2024, sur la route qui mène du Parc Agroforestier de Bukangalonzo vers les fermes agricoles Lamona et Lambo, des commerçants qui s'y dirigeaient pour acheter la braise ont été surpris par les miliciens Mobondo. Les ravisseurs ont extorqué des sommes importantes d'argent. Certains d'entre eux qui s'y opposaient ont été molestés.
- Le comportement des militaires déployés à la commune rurale de Maluku inquiète la population. Ils se seraient livrés à des extorsions de biens. A titre d'illustration, dans la zone de Santé de Maluku 2, Aire de Santé de Mampu, le 19 avril 2024, un groupe de militaires auraient assiégé le quartier Kinzono, plus précisément les fermes A5, A6, B5, B6, C5 et D6 où ils auraient pillé et saccagé tout sur leur passage.

### KWAMOUTH (province MAI-NDOMBE)

- Plusieurs enfants du territoire de Kwamouth en particulier et du grand Bandundu en général ne détiennent pas d'actes de naissance, et les adultes ne détiennent pas de cartes d'électeurs. Le service de l'Etat civil est presque inexistant dans la communauté ; il n'y a qu'un officier d'état civil à la commune rurale de Kwamouth et des frais seraient exigés aux parents pour les déclarations de naissances. De plus, la population ne mesure pas l'importance de ces documents.
- Le 07 avril 2024, des Mobondos auraient attaqué le village Kingawu, groupement de Bahoma Sud, tuant 6 personnes, dont 2 femmes, une fille de 13 ans et 3 hommes retrouvés dans leurs champs. De plus,

plusieurs personnes ont subi des coups et blessures de la part des Mobondos et ils ont perpétré d'autres dégâts matériels importants.

- Il convient également de noter le problème d'accès dans certaines aires de santé du territoire de Kwamouth dû à l'insécurité et à l'impraticabilité des routes. 10 sur les 23 aires de santé que compte la zone de santé sont inaccessibles pour les raisons sus évoquées. Ce qui rend également difficile l'accès des enfants à l'école.

### BAGATA (KWILU)

- Les affrontements entre les deux chefs du village Mbumba, groupement Fambembe, secteur de Wamba qui se disputent le pouvoir coutumier ont occasionné quelques incidents de protection, à savoir des destructions de propriétés, notamment l'incendie de quelques maisons.

### MALUKU (ville de KINSHASA)

- Malgré la signature d'actes d'engagement global et inclusif pour la paix et la stabilité, la situation reste volatile dans la commune rurale de Maluku.
- A Mbankana, les non originaires sont soupçonnés d'être de mèche avec les assaillants Mobondos. Une fois arrêtés, ceux-ci seraient torturés et d'autres tués.
- Toujours au quartier Mbankana, commune de Maluku, deux conflits fonciers opposent les retournés et les autochtones Téké qui se seraient appropriés illégalement les habitations de non originaires. Les occupants illégaux exigeraient aux propriétaires de leur verser des sommes importantes d'argent comme compensation.





## LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

